petits pour y rebâtir et qu'il fallait céder coûte que coûte à l'entrepreneur qui bâtissait la maison voisine.

L'administration rencontra de vives résistances non seulement dans les propriétaires, mais dans les tribunaux auxquels ils recouraient, et dans les experts que nommaient ceux-ci. Savoye, fort énergique, qui était d'autorité, et que le tribunal nommait constamment, a laissé une réputation sous ce rapport.

Peu à peu l'administration se départit de ses rigueurs et, surtout une fois M. Vaïsse disparu, ferma les yeux sur beaucoup de travaux confortatifs opérés clandestinement, et pour lesquels les propriétaires prenaient les devants, bien avant même les démolitions voisines, quelquefois avant tout projet de démolition. Si les règlements de voirie eussent été appliqués avec la dernière rigueur, il ne resterait debout que peu de maisons du vieux Lyon.

*
* *

Quoi qu'il en soit, l'ouverture de la rue Impériale provoqua par voie de simple alignement la reconstruction de 49 maisons latérales dont les propriétaires durent céder à la voie publique 1 302 mètres 88^d de terrain. Pour ces 1 302 mètres 88^d la ville paya aux propriétaires 334 366 francs 67 c. Le prix moyen des terrains livrés à la voie publique ressort ainsi à 256 francs 62 c. Le plus faible prix payé fut de 236 francs, et le plus fort, de 600.

En retour, la ville céda aux propriétaires 303 mètres 74^d de terrain pris sur les anciennes voies publiques, qu'elle vendit 85 243 fr., ce qui fait ressortir le prix moyen des terrains livrés par la ville pour les reconstructions à 281 francs. Le plus bas prix fut de 87 fr. 50, et le plus haut, de 510.

*
* *

Les travaux si considérables à exécuter par la société supposaient un personnel d'architecture important. Outre le concours de ses anciens employés pour la rue Centrale et la rue Saint-Pierre, Poncet s'assura celui de Frédéric Giniez, un Lyonnais (d'adoption du moins, car il était né à Lunel), ancien élève des écoles des